

Patrice REIS

Maître de conférences HDR (section 01 droit privé et sciences criminelles)
Université de Nice-Sophia Antipolis

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Nom et prénom : REIS Patrice

Date et lieu de naissance : 18 février 1972 à Antibes (06)

Nationalité : Portugaise

Situation familiale : Marié – deux enfants

Adresses professionnelles :

Université de Nice Sophia Antipolis - Faculté de droit et des sciences politiques de Nice, avenue
Doyen Trotabas, 06000 Nice

Téléphone : 04.92.15.70.00 et Email : reis@unice.fr

Laboratoire GREDEG –UMR 7321 CNRS/UNS - 250 rue Albert Einstein, Bat 2, 06650
Valbonne

Téléphone : 04.93.95.43.47 et Email : reis@gredeg.cnrs.fr

CARRIERE ET CURSUS

SITUATION ACTUELLE

Maître de Conférences en droit privé et sciences criminelles, Habilité à Diriger des Recherches
à l'Université de Nice-Sophia Antipolis – Faculté de droit et des sciences politiques de Nice.

2017 Passage à la Hors Classe des maîtres de conférences par le CNU 01

2007-2008 Candidat au premier concours d'agrégation en droit privé et sciences criminelles

FONCTIONS A L'UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Depuis septembre 2001 Maître de Conférences– UFR : Droit et des sciences politiques de
Nice.

1999-2000 Chargé de travaux dirigés à la Faculté de droit, de sciences politiques,
économiques et de gestion de Nice

1997-1999 : Attaché d'enseignement et de recherche (ATER), Faculté de droit, de
sciences politiques, économiques et de gestion de Nice.

- 1996-97 : Chargé de travaux dirigés, Faculté de droit, de sciences politiques,
économiques et de gestion de Nice.

- 1995-96 : Tuteur-moniteur, Faculté de droit, de sciences politiques, économiques
et de gestion de Nice

FONCTIONS EN DEHORS DE L'UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Depuis 2006 Enseignant à l'Université Mundiapolis à Casablanca Maroc et responsable pédagogique depuis 2015 de la licence droit privé de la faculté de droit de Nice délocalisée au sein de cette Université.

1999-2001 Professeur contractuel en droit privé au centre national de la fonction publique territoriale CNFPT, à Nice, Toulon, Aix en Provence et Marseille

TITRES UNIVERSITAIRES A L'UNIVERSITE DE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

2008 Habilitation à Diriger des Recherches. Sous la direction du professeur Laurence Boy, soutenue le 7 février 2008, Faculté de droit de Nice, *sujet « Concurrence entravée et concurrence excessive : La liberté d'accès au marché et le développement durable ».*

Jury Madame le Professeur Laurence BOY, Université de Nice-Sophia Antipolis, Directrice de recherche

Monsieur le Professeur Jean Yves CHEROT Université d'Aix en Provence, Rapporteur

Madame le Professeur Laurence IDOT Université de Paris I, Rapporteur

Madame le Professeur Catherine PRIETO Université d'Aix en Provence, Rapporteur

Monsieur le Professeur Fabrice SIIRIAINEN Université de Nice-Sophia Antipolis, , Directeur adjoint du GREDEG UMR 7321 CNRS/UNS

1999 Doctorat en droit privé et sciences criminelles. Sous la direction du professeur Laurence Boy et soutenu le 19 novembre 1999 Faculté de droit de Nice. Mention "très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité et autorisation de publication en l'état" [plus haute mention selon la Législation en vigueur]. *Sujet : « La concurrence et les marchés publics »* Thèse publiée en 2001 et rééditée en 2004.

Jury Mme Laurence BOY Professeur à l'Université de Nice-Sophia Antipolis directrice de thèse.

Mme Marie-Chantal BOUTARD-LABARDE Professeur à l'Université de Paris X, membre du Conseil de la concurrence, rapporteur

M. Jean-Yves CHEROT Professeur à l'Université d'Aix-Marseille.

Mme Marie MALAURIE-VIGNAL Professeur à l'Université de Versailles, rapporteur.

M. Antoine PIROVANO Professeur à l'Université de Nice-Sophia Antipolis

1994-1995 Diplôme d'Etudes Approfondies en droit économique et des affaires (Vice-Major - mention bien).

1993-1994 Maîtrise en droit économique et des affaires.

ACTIVITE SCIENTIFIQUE

I) PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS A COLLOQUES

A) OUVRAGE

- « La concurrence et les marchés publics », Thèse de doctorat en droit privé, PUS (presses universitaires du Septentrion) **2001** et rééditée en septembre **2004** par l'ANRT, 526 pages, (ISBN 2284020224)

B) ARTICLES DANS DES REVUES ACADEMIQUES OU OUVRAGES COLLECTIFS, (PUBLIES OU ACCEPTES EN VUE D'UNE PUBLICATION)

- 1)- « Ententes de répartition des marchés : vers une sanction aggravée des pratiques anticoncurrentielles ? » in **Le processus de concurrence sous la coordination de J. KRAFFT, édité chez ECONOMICA, 2000, p.312 à 332.** (ISBN 2-7178-3923-2).
- 2) « L'impact de l'application ou de l'absence d'application du principe de précaution quant aux préjudices ». in **“le droit au défi de l'économie“ sous la direction de Yves Chaput, Ed. PUB, 2002, p. 61 à 79, ISBN : 2859444629.**
- 3) « Le délit de favoritisme dans les marchés publics : une régulation pénale des pratiques discriminatoires et de certaines pratiques anticoncurrentielles ». **Petites affiches 4 juillet 2003, p. 4 à 11.**
- 4) « La mise en œuvre du principe de précaution dans l'accord SPS de l'OMC : les enseignements des différends commerciaux », article coécrit avec Laurence BOY, Michel Rainelli et Christophe Charlier, **Revue économique, novembre 2003, numéro spécial relatif au principe de précaution, p.1291 à 1306.**
- 5) « Ordre concurrentiel et logiques sociale et environnementale dans la passation des marchés publics », in **L'ordre concurrentiel Mélanges en l'honneur d'Antoine Pirovano, Ed Frison-Roche, 2004, p. 145 à 166** (ISBN 2876714329).
- 6) « Les rappels dans le secteur automobile : une analyse en termes d'investissements réputationnels », avec Edouard Barreiro et Frédéric Marty, **Revue Economique et Sociale, n° 3 – 2005, septembre, pp. 173-184.**
- 7) "Choix de localisation des firmes automobiles et aides publiques : Une analyse des décisions de la Commission européenne relative aux aides publiques en faveur des constructeurs", avec Edouard Barreiro et Frédéric Marty, **Annales de la Faculté de Droit, d'Economie et d'Administration de Metz, n°6-2006, pp.421-440, novembre 2006.**
- 8) « L'utilisation d'huiles végétales pures comme biocarburant sanctionnée par le juge » note sous TA Bordeaux 20 juin 2006, Préfet de Lot-et-Garonne, **Revue droit de l'environnement mai 2007, p.117-118.**
- 9) « Les méthodes d'interprétation, analyse formelle, analyse substantielle et sécurité juridique », in « La sécurité juridique et le droit économique » sous la direction de J. B. RACINE, F. SIIRIAINEN et L. BOY, **p. 189-206, Ed. Larcier, Bruxelles, décembre 2007.**
- 10) « Systèmes d'enchères et marchés publics : du moins disant au mieux disant » article coécrit avec M. Deschamps, in "Le Management public en mutation", sous la direction de J. SPINDLER et D. HURON, **l'Harmattan, Paris, Chapitre 13, p.275-290 février 2008**
- 11) « La protection des variétés végétales dans le commerce international : le droit un outil stratégique », avec M A NGO, **Propriétés industrielles, octobre 2008, n°10, p.30 à 34**
- 12) « Commerce international, clause sociale et développement durable », in « Le commerce international entre bi et multilatéralisme », sous la direction de B. REMICHE et H. RUIZ-FABRI, ed LARCIER, Bruxelles, **janvier 2010, p.300 et s.**
- 13) « La protection internationale des variétés végétales : entre intérêts des firmes biotechnologiques et sécurité alimentaire », **Revue internationale de Droit économique, Dossiers de la RIDE, numéro spécial n°2, avril 2009, p. 87 à 97**

- 14) « Libertés économiques et Droits de l'Homme », avec L. BOY, en vue du Colloque Droit économique et droits de l'Homme, Nice, janvier 2009, in « **Droit économique et Droits de l'Homme** » Ed. LARCIER septembre 2009, p. 271-311.
- 15) « Appréciation des clauses d'exclusivité par les autorités de la concurrence : le cas des marchés de haute technologie », avec P. BOUGETTE, F. MARTY et J. PILLOT, revue « **Concurrences** » n°3/2010, n°31867, pp. 65-74
- 16) « Analyses croisées juridiques et économiques des procédures négociées en droit de la concurrence » avec F. MARTY, *Les Dossiers de la Revue Internationale de Droit Economique*, vol. 4, avril 2011, pp. 17-45.
- 17) « Les dérogations au monopole dans le Traité UPOV ou la portée de l'exception de la semence de ferme » in « Les aspects juridiques de la valorisation des denrées alimentaires », Universidad de Costa Rica, ed. SIEDIN, novembre 2011 p.114-129
- 18) « Les normes sociales privées : de l'engagement volontaire à la contrainte ? » in Critique(s) du droit, Hommage au professeur Robert CHARVIN, Ed PUBLISUD, Paris, décembre 2011, p.391- 409
- 19) “Exclusivity in High-Tech Industries: Evidence from the French Case”, avec Patrice BOUGETTE, Julien PILLOT et Frederic MARTY, *European Competition Journal*, volume 8, n°1, April 2012, pp.163-181
- 20) « L'utilisation stratégique des organisations professionnelles dans le cadre des infractions anticoncurrentielles, l'exemple de la France » avec M. DESCHAMPS, revue LAMY droit des affaires mai 2012, n°71
- 21) « Le droit du travail dans le droit de l'OHADA (organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires), *Revue de l'ERSUMA (Ecole régionale supérieure de la magistrature) : Droit des affaires - Pratique Professionnelle*, N° 1 - Juin 2012, Etudes, chapitre 13.
- 22) « Contourner le droit de la concurrence par les organisations professionnelles : une analyse des limites de l'interdit » avec M. DESCHAMPS, in « Stratégies d'instrumentalisation juridique et concurrence » sous la direction de Viviane de Beaufort, Hugues Bouthinon-Dumas, Frédéric Jenny et Antoine Masson, ed LARCIER octobre 2013, p.115-131.
- 23) « Le contrôle de l'exercice des pouvoirs privés économiques par l'abus de dépendance économique : pour une approche critique » avec F. MARTY, revue internationale de droit économique RIDE, n° 4/2013 p.579-588
- 24) « L'accès au marché des fournisseurs face au développement des marques de distributeurs », *Contrats, concurrence et consommation* avril, 2014, p.6-11
- 25) « Déséquilibres économiques et relations entre la grande distribution et ses fournisseurs » in colloque « Déséquilibres économiques et droit économique » sous la direction de L. BOY et de S. MENETREY, Ed. LARCIER 2015 Chapitre 3 p.51-65
- 26) Chronique de droit privé et de droit économique de l'environnement, sous la direction d'Isabelle Doussan et Pascale Steichen, (rédaction des rubriques droit de la concurrence (pratiques anticoncurrentielles, concurrence déloyale, aides d'Etats et marchés publics) et droit du travail, *RJE* n°4/2014, p.665-687.
- 27) Chronique de droit privé et de droit économique de l'environnement, sous la direction d'Isabelle Doussan et Pascale Steichen, (rédaction des rubriques droit de la concurrence et marchés publics), *RJE* n°2/2016, p.344-361.

28) « L'intervention du ministre de l'économie dans le cadre des pratiques restrictives de concurrence sanctionnées civilement : entre défense d'intérêts privés et protection de l'ordre public économique » in *Le droit économique entre intérêts privés et intérêt général, hommage à Laurence Boy*, sous la direction de E BALATE, J. DREXL, S. MENETREY, B. REMICHE et H. ULLRICH Ed PUAM Juin 2016, pp.161-175.

29) « Environnement et concurrence dans la réforme des marchés publics », *Revue droit de l'environnement*, janvier 2017, n°252, chroniques et opinions, p.10-15.

30) « Quelles régulations pour l'économie collaborative ? l'apport du droit de la concurrence » in *Quelles régulations pour l'économie collaborative ? un défi pour le droit économique*, sous la direction de M. TELLER, E.MOUIAL et I. PARACHKEVOVA, à paraître Ed. DALLOZ, 2018. (actes du colloque des 15 et 16 décembre 2016 Nice)

C) ARTICLES DANS D'AUTRES REVUES NON ACADEMIQUES

« Rappeler ou ne pas rappeler ? L'affaire Mitsubishi », avec Edouard Barreiro et Frédéric Marty, *Automobile & Composants*, Groupe Les Echos, n° 200, 14 octobre 2004, p.173-184.

D) COMMUNICATIONS et COLLOQUES

1) « L'impact de l'application ou de l'absence d'application du principe de précaution quant aux préjudices ». Bruxelles les 12 et 13 janvier 2001 GDR Droit économique sous la direction de Y. CHAPUT, communication à la journée de droit économique à la Sorbonne PARIS, vendredi 23 mars 2001

2) « Ordre concurrentiel et logiques sociale et environnementale dans la passation des marchés publics », Colloque des 5 et 6 décembre 2002 à NICE en l'honneur d'Antoine PIROVANO.

3) "Choix de localisation des firmes automobiles et aides publiques : Une analyse des décisions de la Commission européenne relative aux aides publiques en faveur des constructeurs", avec Edouard Barreiro et Frédéric Marty Journées Jean Monnet, Université de METZ, 30 novembre 2005.

4) « Le rôle du droit du travail dans la lutte contre la pauvreté », colloque Démocratie, société civile et lutte contre la pauvreté des 5 et 6 mai 2006 faculté de droit de Marrakech, MAROC.

5) « Les méthodes d'interprétation, analyse formelle, analyse substantielle et sécurité juridique », Colloque Sécurité juridique et droit économique, NICE 26 et 27 octobre 2006

6) « L'article 27-3 B de l'accord ADPIC : quels choix pour les Etats membres de l'OMC pour la protection des variétés végétales ? », avec M.A. NGO, présentation lors du Colloque de Brasilia « Gouvernance internationale du commerce des OGM » Brasilia BRESIL 6 et 7 décembre 2007.

7) « Commerce international, clause sociale et développement durable » Colloque « Le commerce international entre bi et multilatéralisme » Organisé par l'Université de PARIS I Sorbonne 27 au 29 mars 2008.

- 8) « La protection internationale des variétés végétales : entre intérêts des firmes biotechnologiques et sécurité alimentaire », Journées de droit économique, Université de NICE **6 et 7 juin 2008**
- 9) « Libertés économiques et Droits de l'Homme », avec L. BOY, Colloque « Droit économique et droits de l'Homme » **22 et 23 Janvier 2009** Université de NICE
- 10) « Le droit du travail dans le droit de l'OHADA », Communication au séminaire du CREDECO à la faculté de droit de Nice **22 avril 2010**,
- 11) « Analyses croisées juridiques et économiques des procédures négociées en droit de la concurrence » avec F. MARTY, en vue des 4^o journées de droit économique « Les procédures négociées en droit de la concurrence : les retours d'expérience analysés par les juristes et les économistes » **4 juin 2010** Sophia-Antipolis GREDEG-CNRS UNS,
- 12) « Les dérogations au monopole dans le Traité UPOV ou la portée de l'exception de la semence de ferme » Colloque « La valorisation des produits agricoles » Organisé dans le cadre du Programme Lascaux sous la direction de F. COLLART DUTILLEUL à la Faculté de droit de l'Université de SAN JOSE DU COSTA RICA **29 et 30 novembre 2010**,
- 13) 8th Annual Conference of the German Association of Law and Economics, “The antitrust assessment of exclusive agreements: the high tech industry” avec Patrice Bougette, Frederic Marty et Julien Pillot, Wiesbaden, ALLEMAGNE, **décembre 2010**.
- 14) « Contourner le droit de la concurrence par les organisations professionnelles : une analyse des limites de l'interdit » avec M. DESCHAMPS, in Instrumentalisation et utilisation stratégique du droit de la concurrence, Atelier du Centre européen de droit et d'économie CEDE « Droit, management et Stratégies », **18 juin 2012** CNIT La Défense PARIS.
- 15) « Déséquilibres économiques et relations entre la grande distribution et ses fournisseurs » in colloque « Déséquilibres économiques et droit économique » sous la direction de L. BOY, **7 et 8 février 2013** Faculté de droit de NICE.
- 16) « De l'abus de dépendance économique au déséquilibre significatif : protéger la concurrence et/ou les concurrents ? » in « L'Ecole de Nice rencontre l'Ecole de Bruxelles », **24 et 25 novembre 2014** Faculté de Droit de NICE
- 17) « Abus de dépendance économique d'une pratique anticoncurrentielle à des pratiques restrictives de concurrence » (Abuse of economic dependence From antitrust law to restrictive practices law – French case) in colloque du 21 septembre 2015 l'Abus de dépendance économique et les déséquilibres significatifs approche de droit comparé, Faculté de droit de NICE.
- 18) « Les objectifs du droit de la concurrence, défense de l'ordre concurrentiel et/ou corrections des déséquilibres économiques ? » in journée d'études Politique de concurrence et politique industrielle : fondements, objectifs et compatibilité, 14 octobre 2016 Sophia Antipolis (actes du colloque publication prévue en 2017).
- 19) « Quelles applications pour le droit de la concurrence ? » in Quelles régulations pour l'économie collaborative ? un défi pour le droit économique, Rencontres de droit économique, 15 et 16 décembre 2016 Faculté de droit de Nice (Actes du colloque publication prévue en 2017 au DALLOZ).
- 20) « La théorie des facilités essentielles et l'abus de position dominante en droit de la concurrence : état des lieux et perspectives », Conférence internationale « The scope of Judicial Review of decisions of independent regulators in the light of rule of law » Faculté de droit de l'Université de Wroclaw Pologne, le 19 septembre 2017.

E) DIRECTION SCIENTIFIQUE DE COLLOQUES

Organisation du colloque en vue des 4^o journées de droit économique « Les procédures négociées en droit de la concurrence » avec F. MARTY, **4 juin 2010** à Sophia Antipolis GREDEG CNRS UNS, actes publiés in *Les Dossiers de la Revue Internationale de Droit Economique*, vol. 4, avril 2011. <http://www.gredeg.cnrs.fr/Colloques/Journees-de-Droit-economique/Journees-de-Droit-economique-4juin2010.htm>

Organisation du colloque avec F. MARTY **21 septembre 2015** l'Abus de dépendance économique et les déséquilibres significatifs approche de droit comparé à la faculté de Droit de Nice http://www.gredeg.cnrs.fr/Colloques/2015/Economic_Dependence_Workshop_21-09-2015.pdf

II) INSERTION DANS DES PROGRAMMES ET DES RESEAUX DE RECHERCHE

- Membre depuis 2001 de divers programmes de recherches de l'AIDE association internationale de droit économique ayant donné lieu à différents colloques. A titre d'exemples les journées de droit économique organisées à Nice depuis 2007, le colloque Le commerce international entre bi et multilatéralisme à Paris I en 2008, le colloque « L'Ecole de Nice rencontre l'Ecole de Bruxelles », les 24 et 25 novembre 2014 Faculté de Droit de NICE et le projet de colloque « L'Ecole de Nice rencontre l'Ecole de Dijon (CREDIMI) »
- Septembre 2017 - décembre 2018 Membre du programme pluridisciplinaire de recherche DATA PRIVACY ayant obtenu un financement de l'IDEX JEDI UCA Côte d'AZUR sur les plateformes d'intermédiation numérique et les données.
- Membre du Programme européen de recherches Lascaux (droit, aliments et terre) dirigé par le professeur François Collart Dutilleul de l'Université de Nantes de 2009 à 2014 http://www.droit-aliments-terre.eu/pages/menu1/programme_lascaux.html
- Membre d'un programme de recherche ayant obtenu une ANR intitulé gouvernance internationale du commerce des OGM (GICOGM) janvier 2007- janvier 2009
- Membre du programme de recherche « le droit de l'OHADA, sécurisation des agents économiques internationaux et domestiques et développement économique sous la direction du professeur Laurence Boy, mission Droit et justice 2006-2008
- Membre du GDR 2327 du CNRS intitulé droit économique francophone sous la direction du professeur Yves Chaput de l'université de Paris I, GDR créé en 2001

III) EXPERTISES et REFEREE

- 2017 Expertise en cours pour le FNRS (Belgique) pour un projet de recherche en droit des affaires, droit de la concurrence.
- 2017 Expertise sur l'attribution d'une bourse CIFRE sujet numérique et santé au travail » Doctorat effectué au sein de L'institut de recherche Juridique de la Sorbonne (André TUNC)
- 2016 Expertise sur l'attribution d'une bourse CIFRE sujet « les TPE, droit de la concurrence et procédures collectives », Doctorant sous la direction du professeur STORCK du laboratoire UMR 7354 Droit, Religion, Entreprise et Société 2015

Expertise pour un projet de recherche candidat à une ANR Mines et innovations sociales et juridiques en Nouvelle Calédonie.

- Membre du groupe de réflexion présidé par le professeur Medhi Rostane de l'Université d'Aix Marseille dans le cadre la mission confié par le CNRS sur la place de recherche juridique au CNRS. Janvier 2015 à juin 2015.
- 2011 Expertise sur l'attribution d'une bourse CIFRE, sujet « Stipulations contractuelles à l'épreuve du droit de la concurrence » doctorant du laboratoire DANTE (Droit des Affaires et nouvelles technologies) sous la direction du professeur Muriel CHAGNY, faculté de droit de l'Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines.
- 2006-2007 Referee pour la RIDE revue internationale de droit économique

ENSEIGNEMENTS

I) COURS ACTUELS ENSEIGNÉS À L'UNIVERSITÉ DE NICE

A) EN MASTER 2

- 1) **Les principes fondamentaux du droit de la concurrence (20h)** en master 2 (Recherche) Droit économique et des affaires UFR droit (depuis 2013)
- 2) **Responsabilité sociale des entreprises (6h)** en Master 2 Gestion juridique des risques et développement durable UFR Droit (depuis 2010)
- 3) **Techniques contractuelles en droit du travail, (8h)** en Master 2 Gestion juridique des risques et développement durable et Master 2 Juriste d'entreprise UFR Droit (depuis 2013)
- 4) **Droit social : licenciements économiques (20h)** en Master 2 Gestion des ressources humaines GRH, formation intégralement en alternance (depuis 2006)

B) EN MASTER 1

- 1) **Droit de la concurrence (30h)** Master 1 Droit économique et des affaires.(depuis 2008)
- 2) **Droit de la concurrence et de la consommation (15 h droit de la concurrence)** Master 1 Economie et management (depuis 2016)
- 3) **Droit de la concurrence interne et européen (15h)** Master 1 Commerce et distribution en alternance (depuis 2016)
- 3) **Droit du travail interne et européen Relations collectives de travail (20 h)** en Master M1 Gestion des ressources humaines GRH formation intégralement en alternance (depuis 2004)

C) EN LICENCE

- 1) **Droit de la distribution et de la concurrence (30h)** en Licence L3 professionnelle commerce et distribution, formation intégralement en alternance (depuis 2001)
- 3) **Relations individuelles de travail (20h)** en Licence L3 professionnelle commerce et distribution, formation intégralement en alternance (depuis 2003)
- 4) **Droit interne et européen du travail : le contrat de travail (30h)** en Licence L3 gestion des ressources humaines GRH, formation intégralement en alternance (depuis 2005)

II) AUTRES COURS ENSEIGNES PAR LE PASSE entre 2001 et 2017 (L1, L2, L3, M1, M2)

- 1) Droit du travail : les relations collectives de travail (33h)** en Licence 3 DROIT de 2001 à 2013
- 2) Droit de la distribution et de la consommation (20h)** en Master 1 droit économique et des affaires de 2012 à 2013
- 3) Droit du travail : les relations individuelles de travail (33 h)** en Licence 3 DROIT de 2001 à 2011
- 4) Marchés publics et concurrence (20 h),** Master 2 MAMAP à IAE de Nice de 2005 2009.
- 5) Hygiène et sécurité au travail (12 h)** en Master M2 gestion juridique des risques et développement durable de 2003 à 2009.
- 6) Droit de la concurrence (20h)** Master 2 (Recherche) droit économique et des affaires de 2007 à 2011.
- 7) Droit social (20h)** Master 2 (Recherche) droit économique et des affaires de 2002 à 2007.
- 8) Droit social (20h)** Master 2 (Recherche) droit privé de 2003 à 2006.
- 9) Prévoyance et épargne salariale (12h)** en Master M2 gestion juridique des risques et développement durable de 2002 à 2006.
- 10) Droit économique (30 h)** en Licence L3 gestion des ressources humaines GRH, formation intégralement en alternance de 2001 à 2005.
- 11) Droit de la concurrence (10h)** en Master 2 comptabilité internationale IAE de NICE de 2001 à 2004.
- 12) Droit de la concentration économique (30h)** IUP économiste d'entreprise à Sophia Antipolis 3° année (équivalent M1) De 2001 à 2003.
- 13) Introduction au droit économique (20 h)** IUP juriste d'entreprise à Sophia Antipolis de 2001 à 2003.
- 14) Droit des affaires (33h)** en L2 sciences économiques de 2001 à 2003 UFR droit Nice
- 15) Introduction au droit privé (33 h)** en L1 AES (administration économique et sociale) de 2001 à 2002 UFR droit Nice
- 16) Régulation de la concurrence (30h)** Master M1 droit économique et des affaires (2013-2015)
- 17) Management juridique du risque (20h)** en Master 2 développement industriel (ISEM institut supérieur de management et d'économie) (2003-2017)
- 18) Droit du travail, les restructurations d'entreprises : transfert d'entreprises et licenciements économiques (20h)** Master 2 administration des entreprises MAE à l'IAE de NICE cours du soir réservés aux professionnels (2014-2017)

III) TRAVAUX DIRIGES EN TANT QU'ATER OU VACATAIRE

- 1) Droit des affaires (45h td)** en L3 AES (administration économique et sociale) de 1996 à 2000 UFR droit Nice
- 2) Droit des groupements sociaux (45h td)** en Licence L3 gestion des ressources humaines GRH, formation intégralement en alternance de 1999 à 2000

- 3) Droit des groupements sociaux (45h td)** Licence L3 professionnelle commerce et distribution, formation intégralement en alternance de 1999 à 2000
- 4) Introduction au droit privé (45 h td)** en L1 AES (administration économique et sociale) de 1996 à 1999 UFR droit Nice
- 5) Droit économique (30 h)** en Licence L3 gestion des ressources humaines GRH, formation intégralement en alternance de 1999 à 2001

IV) ENSEIGNEMENTS HORS UNIVERSITE DE NICE

A) ACTUELS

- 1) Restructurations d'entreprises et droit du travail, (20h)** Master 2 mention droit économique et des affaires spécialité juriste d'entreprise MUNDIAPOLIS Casablanca Maroc
- 2) Droit de la concurrence (20 h)** Master 2 mention droit économique et des affaires spécialité juriste d'entreprise MUNDIAPOLIS Casablanca Maroc
- 3) Relations individuelles de travail (20h)** Licence 3 droit MUNDIAPOLIS Casablanca Maroc

B) AUTRES COURS ENSEIGNES PAR LE PASSE

- 1) Responsabilité sociale des entreprises (12h)** en master 2 Gestion des ressources humaines MUNDIAPOLIS Casablanca Maroc de 2006 à 2013
- 2) Le contrat de travail (20h)** Licence 3 droit MUNDIAPOLIS Casablanca Maroc de 2010 à 2013
- 3) Droit des groupements sociaux (20h)** Licence 3 droit MUNDIAPOLIS Casablanca Maroc de 2013 à 2014
- 3) Droit français et communautaire de la concurrence (20 h)** en DU transfrontalier Université de Nice/Université de Genova, Italie de 2002 à 2005
- 4) Droit du licenciement pour motif économique (20h),** Master 2 RH CERAM SKEMA SOPHIA ANTIPOLIS de 2004 à 2007.
- 5) Droit des Affaires (33 h),** DEUG II économie gestion CANEGE, Universités de Nice et Paris Sceaux de 2003 à 2005.
- 6) Droit civil (60h)** au CNFPT Professeur contractuel en droit privé au centre national de la fonction publique territoriale CNFPT, à Nice, Toulon, Aix en Provence et Marseille de 1999 à 2000

V) SUIVI ET ENCADREMENT PEDAGOGIQUE ET DE RECHERCHES (THESES DE DOCTORAT)

- ✓ Depuis 2008 direction de 12 thèses de doctorat en droit privé, 3 thèses soutenues : 1 soutenue en mai 2014, 2 soutenues en 2015. Parmi les 9 thèses en cours une bourse CIFRE, une bourse régionale, et un contrat doctoral et 2 thèses seront soutenues en principe au cours de l'année 2018)
- ✓ Depuis 2002 participation à divers jurys de thèses en droit privé en tant que rapporteur ou en tant que membre (hors direction) à Nice (7), à Aix Marseille (2), Université de Laval Québec Canada (1).

- ✓ Participation à divers jurys de Validation des Acquis de l'Expérience depuis 2006
- ✓ Encadrement de mémoires ou rapports de stage de M1, M2 Professionnels (en moyenne 25 par an) et M2 recherche en droit économique et des affaires (2 à 3 par an).
- ✓ Visites en entreprises pour les étudiants de L3, M1 et M2 en alternance

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES

- ✓ Depuis décembre 2014, Directeur adjoint du laboratoire GREDEG UMR 7321 CNRS /UNS
- ✓ Depuis décembre 2014 Membre de droit de la CPRH de droit privé section 01 et de la CPRH 02 de droit public
- ✓ Depuis 2014 Membre de droit du conseil de gestion de la Faculté de droit et de Sciences Politiques de Nice
- ✓ Depuis 2014 Membre désigné du conseil de l'école doctorale DESPEG de l'Université de Nice
- ✓ Depuis 2012- décembre 2014 membre élu du conseil de laboratoire du GREDEG UMR 7321 CNRS /UNS (mandat incompatible avec la fonction de direction)
- ✓ Depuis 2015 Directeur de la Licence 3 droit privé délocalisé par l'Université de Nice à Mundiapolis Casablanca Maroc
- ✓ De 2006 à 2015 Co-directeur du Master 2 « Gestion juridique des risques et développement durable » Faculté de droit et des sciences politiques de Nice. Mise en place de l'alternance dans la formation dès 2008 avec des contrats de professionnalisation, initiative imitée par la suite par l'ensemble des masters 2 professionnels du domaine droit économique et affaires.
- ✓ Depuis 2003, Membre de 3 commissions de spécialistes de la section de droit privé de la faculté de droit et des sciences politiques de Nice puis membre des 5 comités de sélection à Nice dont 2 en 2016 avec une présidence de comité. Membre extérieur de 2 comités de sélections à la Faculté de droit de Dijon en 2013 et de 2 comités de sélection à la Faculté de droit d'Aix Marseille en 2015, puis 2 en 2016 et 1 en 2017.
- ✓ De 2007 à 2010 : Médiateur de la Faculté de Droit, de Sciences politiques, économiques et de Gestion de Nice Sophia Antipolis
- ✓ De 2006 à 2009 : Membre du Conseil de Laboratoire du GREDEG – UMR 7321 CNRS /UNS
- ✓ 2005 Membre de la Commission des statuts chargée de la rédaction des statuts et du règlement intérieur lors de la fusion des 3 UMR pré existantes (dont le CREDECO pour la composante juridique) ayant conduit à la création du GREDEG UMR 7321 CNRS /UNS